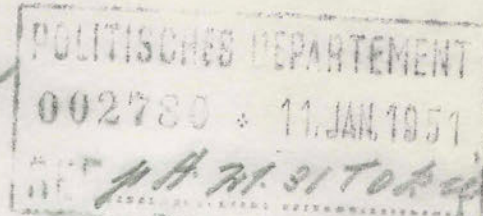


SWISS DIPLOMATIC MISSION
IN JAPAN

G.1.2.- We/k.

R. P. N° 1

Tokio, le 3 janvier 1951.



Monsieur le Ministre,

Au moment où j'écris ces lignes, il semble que l'offensive chinoise attendue depuis plusieurs jours s'est déclanchée. J'ai eu l'occasion de vous rapporter à différentes reprises que la situation de l'armée des Nations-Unies paraissait sans issue. Rien de ce qui s'est passé durant l'accalmie de ces dernières semaines ne permet d'infirmier ce jugement. Les divisions alliées se sont regroupées et allégées d'une quantité de matériel inutile, la troupe s'est reposée, mais l'infériorité numérique et aussi l'activité des guérillas qui dominant une bonne partie de la Corée du Sud, de même que la masse des réfugiés, constituent toujours des éléments de faiblesses irrémédiables. L'avis est unanime à ce sujet dans les états-majors en campagne où l'on espère néanmoins pouvoir maintenir une tête de pont.

Quelle est l'attitude du Général MacArthur face à cette situation ? Désire-t-il la guerre avec la Chine, ainsi que vous vous le demandez dans votre dernier exposé mensuel ? Il n'est pas aisé de répondre à cette question. Le général n'est évidemment pas un belliciste assoiffé de sang, tel que le dépeint la presse de gauche. Il est certainement attaché à la cause de la paix, mais ses convictions intransigeantes, la certitude qui l'anime d'être un connaisseur des affaires et de la mentalité chinoises, l'absence dans son entourage de toute personnalité susceptible d'influencer son jugement, sont autant de dan-

Aux Affaires politiques
du Département politique fédéral,
B e r n e .



- 2 -

gers dans les circonstances présentes. Ce dictateur, sincèrement moraliste, vieillissant, voit dans le communisme un ennemi sans merci qu'il convient de contenir à tout prix, et cela dès aujourd'hui, la question des conséquences possibles et des moyens à disposition n'étant que facteurs secondaires. Sa prise de position n'est toutefois pas si absolue qu'il ne voie pas que la situation en Corée est sans espoir, et son soulagement serait grand si l'ordre de repli lui était donné par Washington. En même temps, il garde sa confiance au Général Chiang Kai-shek et, devant ses rares visiteurs, se déclare en faveur d'un débarquement des troupes de Formose sur le continent asiatique. Il prétend aussi que l'interdiction de bombarder les bases de Mandchourie diminue de 75% le rendement des forces aériennes mises à sa disposition.

On ne peut dès lors qu'être soulagé d'entendre de sources variées mais concordantes que l'influence du Commandant Suprême irait en diminuant aussi bien dans les milieux politiques que militaires de Washington.

En ce qui concerne Formose, je crois intéressant de noter ici que le correspondant du "New York Times" est rentré d'un voyage de Taïpeh très satisfait de ce qu'il y avait vu. Tant les troupes que l'administration nationalistes lui ont fait bonne impression. Le Généralissime aurait éliminé les éléments douteux du gouvernement et de l'armée et cette dernière, à condition d'être soutenue par les Etats-Unis, serait capable de combattre avec succès sur le continent. Ce diagnostic, prononcé par un homme pondéré et de plus qui n'est pas un ami du Général MacArthur, a surpris mais sans les convaincre ceux qui ont connu le régime nationaliste avant la débâcle.

* * *

Les fêtes de fin d'année ont donné l'occasion au Général MacArthur et au Premier Ministre d'adresser des messages au peuple japonais. Celui du Commandant

- 3 -

Suprême mentionnait que si l'anarchie internationale continuait à menacer la paix, ce serait le devoir du Japon de réarmer pour repousser la force par la force. Cette déclaration n'a pas été accueillie avec beaucoup de chaleur par les milieux politiques. Des porte-parole du parti libéral ont répété à cette occasion que le gouvernement n'avait nullement l'intention de modifier la ligne de conduite qu'il avait suivie jusqu'à maintenant et de réviser la Constitution.

Quant au Premier Ministre, circonspect comme à l'accoutumée, il a relevé que démocratie et communisme sont incompatibles, mais que le peuple japonais doit se garder de tout pessimisme et qu'au fond la situation n'est pas si grave que certains veulent le faire croire. Quant à la question du réarmement, il n'en a pas touché mot.

Pour être complet, je mentionnerai à ce propos que l'entraînement du corps de gendarmerie, comptant 75.000 hommes, touche à sa fin et que cette force, dépendant directement du Premier Ministre, sera sous peu disponible.

* * *

→
↓

Pour la première fois depuis plus de six mois, le Conseil Allié, dans sa dernière session du 20 décembre, a placé deux sujets à l'ordre du jour. L'Ambassadeur Sebald, délégué américain et président du Conseil, a mis sur le tapis la question du traitement (et non du rapatriement) des prisonniers japonais en Sibérie. Tout en admettant qu'elles n'étaient pas encore en vigueur, il a invoqué les dernières Conventions de Genève et a accusé l'URSS d'en violer aussi bien la lettre que l'esprit. Le délégué russe a déclaré, ce qui était juridiquement défendable semble-t-il, que le sujet de discussion n'était pas dans les compétences du Conseil et que dès lors il ne participerait pas au débat. Il n'a toutefois pas quitté la séance, car il tenait à son tour à attaquer les mesures anticommunistes prises par le gouvernement japonais sur les instruc-

- 4 -

tions de SCAP. Il le fit en mentionnant les cas d'arrestations et d'interdictions qui ont frappé les extrémistes depuis le début de la guerre de Corée. L'Ambassadeur Sebald n'a pas pris la peine de répondre à ces accusations, déclarant qu'elles n'avaient qu'un but de propagande.

L'ensemble de la séance a laissé une impression assez pénible. A l'observateur neutre il semble que l'initiative américaine de prendre l'offensive au sein du Conseil Allié était inutile et ne pouvait aboutir à rien, cela d'autant plus que le porte-parole du Général MacArthur n'a ni les qualités ni l'autorité nécessaires pour mener à bien une telle intervention.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération

Zh. 11e. 11